



GROS MALAISE AU S.A.E.

Ou comment le Service des Achats de l'Etat préfigure la future fonction publique...

Tel un véritable petit laboratoire de la future fonction publique à Bercy, le Service des Achats de l'Etat se distingue indiscutablement du tout venant administratif par ses pratiques « managériales » sophistiquées, directement importées du secteur privé le plus dynamique.

Qu'on en juge :

► Le SAE veut mobiliser ses cadres et organise à cette fin un séminaire. Il envoie illico un questionnaire préalable à remplir obligatoirement par chaque agent : où l'on découvre des questions très intimes du genre « ***Vous vous rendez chez le médecin*** » (suivent 4 questions au choix) ou encore « ***Vous gagnez au loto*** », « ***Votre patron vous sermonne à tort*** », etc., le tout sans bien sûr offrir la moindre garantie de confidentialité !

► Le SAE veut introduire de la déontologie. Il publie, sans que les syndicats en soient même informés, une nouvelle « charte de la déontologie », où l'on découvre que « ***chaque collaborateur reconnaît les idées des autres [...] les succès comme les échecs sont partagés*** ». Exit l'entretien professionnel, par définition individuel ! Et foin du droit de penser par soi-même !

► Le SAE veut fixer des objectifs en 2011 ; pour bien inciter les agents, il affirme vouloir « ***Mesurer et pérenniser nos actions par [...] des tableaux de suivi affichés*** » et de préciser que la cible est « ***au moins 60 indicateurs à jour (un par personne), affichés sur nos murs*** » (sic) ! C'est le retour de Stakhanov ou l'adoption des méthodes MacDo, (au choix), où chaque agent voit publiquement afficher sa performance...ou sa contre-performance !

N'en jetons plus ! Ces méthodes sont en contradiction flagrante avec les dispositions du statut des fonctionnaires, lequel garantit, notamment, la neutralité, l'individualisation des résultats, la sauvegarde de la vie privée.

Les fonctionnaires, de moins en moins nombreux dans ce service dirigé principalement par des contractuels, se sentent rétrogradés au rang d'exécutants quand ils ne sont pas tout simplement placardisés. Un malaise profond a gagné la plupart d'entre eux, quel que soit leur grade.

Le CTPC du 25 janvier doit être l'occasion d'aborder ce sujet sensible pour que cessent ces pratiques